

Mandats du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression ; du Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et d'association ; et du Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme

REFERENCE: AL
RWA 2/2015:

6 novembre 2015

Excellence,

Nous avons l'honneur de nous adresser à vous en nos qualités de Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression ; de Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et d'association ; et de Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme conformément aux résolutions 25/2, 24/5, et 25/18 du Conseil des droits de l'homme.

Dans ce contexte, nous souhaiterions attirer l'attention du Gouvernement de votre Excellence sur des informations que nous avons reçues concernant Mme **Gertrude Kazoviyo**, M. **Innocent Sibomana**, M. **Jules Joseph Kanjira**, M. **Félicien Gashema**, M. **Andace Gahiga**, M. **Anaclet Hakizimana**, M. **Jean-Pierre Rutikanga** et M. **Epimack Kwokwo**, membres de la Ligue des droits de la personne dans la région des Grands Lacs (LDGL).

La LDGL est une organisation composée de 25 organisations de défense des droits de l'homme au Rwanda, Burundi et en République Démocratique du Congo. Elle a pour objectif de coordonner la protection des droits de l'homme dans ces pays, notamment en travaillant avec les victimes dont les droits sont bafoués dans la région des Grands Lacs et en cherchant à garantir leur sécurité. Mme Gertrude Kazoviyo est la présidente de la LDGL, M. Innocent Sibomana est le premier vice-président de l'organisation, M. Jules Joseph Kanjira est le second vice-président, M. Félicien Gashema et M. Andace Gahiga sont de nouveaux membres de la LDGL, M. Anaclet Hakizimana et M. Jean-Pierre Rutikanga sont membres du conseil de surveillance, et M. Epimack Kwokwo est le secrétaire exécutif de la LDGL.

La LDGL avait déjà fait l'objet d'une lettre d'allégation du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection à la liberté d'opinion et d'expression et de la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, envoyée au Gouvernement de votre Excellence le 18 mars 2011, alors qu'un défenseur des droits de l'homme avait

été arrêté et forcé de fuir le Rwanda après avoir été supposément victime de menaces et de harcèlement en raison de son rôle en tant que secrétaire exécutif de la LDGL (voir A/HRC/18/51, cas RWA 1/2011). Nous regrettons qu'aucune réponse à cette lettre d'allégation n'ait été reçue à ce jour de la part du Gouvernement de Votre Excellence.

Selon les informations reçues :

Le 12 octobre 2015 vers 13h, deux agents de l'immigration auraient arbitrairement arrêté M. Epimack Kwokwo au siège de la LDGL à Kabeza, district de Kicukiro, ville de Kigali. M. Kwokwo aurait été conduit au siège de l'immigration et interrogé pendant plus de six heures au sujet de son titre de circulation dans les pays de la Communauté économique des Pays des Grands Lacs (CEPGL), de son permis de travail et du statut d'enregistrement de la LDGL auprès des autorités. Il aurait ensuite été libéré à la condition de se représenter devant les autorités en charge de l'immigration afin d'être de nouveau interrogé et de présenter son autorisation de circuler délivrée par la CEPGL qu'il n'avait pas sur lui au moment de son arrestation.

Le 13 octobre 2015, les sept membres du Comité directeur nouvellement élus de la LDGL incluant Mme Gertrude Kazoviyo, M. Innocent Sibomana, M. Jules Joseph Kanjira, M. Félicien Gashema, M. Andace Gahiga, M. Anaclet Hakizimana et M. Jean-Pierre Rutikanga auraient été arrêtés lors d'une réunion organisée dans les locaux de la LDGL. Cette réunion avait pour objectif de préparer la passation de pouvoir entre l'ancien et le nouveau Comité directeur de la LDGL. Un ancien membre du personnel de la LDGL, M. Anastase Gakire, aurait tenté à plusieurs reprises de perturber la réunion et aurait été interdit d'accéder aux bureaux de la LDGL. Il aurait alors appelé la police afin qu'elle procède à l'arrestation des membres du nouveau Comité pendant la réunion.

Les sept membres du nouveau Comité directeur auraient été libérés le même jour tard dans la soirée, sans charges retenues contre eux, après avoir suivi un interrogatoire portant notamment sur la légalité de l'Assemblée générale de la LDGL qui s'est tenue à Goma en République Démocratique du Congo les 2 et 3 octobre 2015, et lors de laquelle les nouveaux membres du Comité directeur avaient été élus. Il est rapporté qu'avant ces élections, le président sortant M. Cyriaque Ndayisenga aurait renvoyé M. Kwokwo du poste de secrétaire exécutif de l'organisation et nommé M. Anastase Gakire pour le remplacer, décision qui avait été rejetée par plusieurs membres du Comité directeur car elle violait les arrêtés établis de l'organisation.

Le 14 octobre 2015, M. Kwokwo aurait été convoqué à son tour par la police et interrogé sur la légalité de l'Assemblée générale de la LGDL ainsi que sur la légalité du nouveau Comité.

En parallèle, les locaux de la LGDL à Kigali auraient été forcés supposément par l'ex-président du Comité directeur, M. Cyriaque Ndayisenga et M. Anastase Gakire. Il est rapporté qu'ils continueraient actuellement d'occuper les lieux,

obligeant les membres du nouveau Comité directeur ainsi que les membres du personnel à travailler depuis leur domicile pour des raisons de sécurité.

Le 15 octobre 2015, M. Kwokwo aurait été dépossédé de son véhicule par un policier, pour le remettre au président sortant M. Cyriaque Ndayisenga.

Sans vouloir à ce stade préjuger des faits qui nous ont été soumis, nous exprimons nos préoccupations face à ces arrestations et ses actes d'harcèlement et d'intimidation envers plusieurs membres de la LDGL susmentionnés, qui semblent directement liés leur exercice de leur droits la liberté d'expression et à la liberté d'association.

En relation avec les faits allégués ci-dessus, nous vous demandons de bien vouloir vous référer à l'annexe ci-jointe qui énonce **les textes relatifs aux instruments juridiques et autres standards en matière de droits de l'homme applicables dans le cas présent.**

Comme il est de notre responsabilité, en vertu des mandats qui nous ont été confiés par le Conseil des droits de l'homme, de solliciter votre coopération pour tirer au clair les cas qui ont été portés à notre attention, nous serions reconnaissants au Gouvernement de votre Excellence de ses observations sur les points suivants:

1. Veuillez fournir toute information ou tout commentaire complémentaire en relation avec les allégations susmentionnées.
2. Veuillez fournir des informations concernant les motifs légaux de l'arrestation de Mme Gertrude Kazoviyo, M. Innocent Sibomana, M. Jules Joseph Kanjira, M. Félicien Gashema, M. Andace Gahiga, M. Anaclet Hakizimana, M. Jean-Pierre Rutikanga et M. Epimack Kwokwo ; veuillez en particulier indiquer la compatibilité de ces motifs avec les normes internationales des droits de l'homme, notamment en matière des droits à la liberté d'expression et à la liberté d'association.
3. Veuillez fournir toute information et éventuellement tout résultat des enquêtes judiciaires menées en relation avec les faits décrits ci-dessus, afin d'identifier les responsables et de les juger devant les tribunaux compétents.
4. Veuillez s'il vous plait fournir des informations sur les mesures prévues par les autorités afin de veiller à l'intégrité physique et psychologique de Mme Gertrude Kazoviyo, M. Innocent Sibomana, M. Jules Joseph Kanjira, M. Félicien Gashema, M. Andace Gahiga, M. Anaclet Hakizimana, M. Jean-Pierre Rutikanga et M. Epimack Kwokwo.
5. Veuillez fournir des informations détaillées concernant les mesures prises par le Gouvernement de votre Excellence, et en conformité avec les normes internationales et régionales des droits de l'homme, pour permettre aux défenseurs des droits de l'homme d'exercer leurs droits à la liberté d'opinion, d'expression,

de réunion pacifique et d'association et de travailler dans un environnement favorable où ils peuvent mener leurs activités légitimes sans crainte de harcèlement, de stigmatisation, de répression ou de criminalisation de quelque nature que ce soit.

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir répondre à cette lettre d'allégations dans les 60 jours suivant sa réception.

Dans l'attente d'une réponse, nous demandons expressément que toutes les mesures provisoires nécessaires soient prises pour mettre fin aux violations supposées et empêcher leur répétition et, dans le cas où les enquêtes soutiennent ou suggèrent la véracité des faits, s'assurer que les personnes responsables des dits faits soient tenues pour responsables. Nous prions aussi votre gouvernement d'adopter toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection des droits et des libertés des individus mentionnés.

Nous nous engageons à ce que la réponse du Gouvernement de votre Excellence soit reflétée dans le rapport que nous soumettrons au Conseil des droits de l'homme.

Veuillez agréer, Excellence, l'assurance de notre haute considération.

David Kaye

Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression

Maina Kiai

Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et d'association

Michel Forst

Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme

Annexe

Références aux instruments juridiques et autres standards établis en matière de droits de l'homme

En relation avec les faits allégués ci-dessus, nous souhaiterions attirer l'attention du Gouvernement de votre Excellence sur les dispositions des articles 19 et 22 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ratifié par le Rwanda le 16 avril 1975, et garantissant respectivement le droit à la liberté d'opinion et d'expression et le droit à toute personne de s'associer librement avec d'autres.

Nous souhaiterions attirer l'attention du Gouvernement de votre Excellence sur les principes fondamentaux énoncés dans la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus, et en particulier les articles 1 et 2 qui stipulent que « chacun a le droit, individuellement ou en association avec d'autres, de promouvoir la protection et la réalisation des droits de l'homme et des libertés fondamentales aux niveaux national et international » et que « chaque État a, au premier chef, la responsabilité et le devoir de protéger, promouvoir et rendre effectifs tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales, notamment en adoptant les mesures nécessaires pour instaurer les conditions sociales, économiques, politiques et autres ainsi que les garanties juridiques voulues pour que toutes les personnes relevant de sa juridiction puissent, individuellement ou en association avec d'autres, jouir en pratique de tous ces droits et de toutes ces libertés ».

De même, nous souhaiterions attirer l'attention du Gouvernement de votre Excellence sur les dispositions suivantes en particulier:

- l'article 5, a), selon lequel, afin de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales, chacun a le droit, individuellement ou en association avec d'autres, aux niveaux national et international de se réunir et de se rassembler pacifiquement; et

- l'article 12, paragraphes 2 et 3 de la déclaration, qui stipule que l'État prend toutes les mesures nécessaires pour assurer que les autorités compétentes protègent toute personne, individuellement ou en association avec d'autres, de toute violence, menace, représailles, discrimination de facto ou de jure, pression ou autre action arbitraire dans le cadre de l'exercice légitime des droits visés dans la présente Déclaration. À cet égard, chacun a le droit, individuellement ou en association avec d'autres, d'être efficacement protégé par la législation nationale quand il réagit par des moyens pacifiques contre des activités et actes, y compris ceux résultant d'omissions, imputables à l'État et ayant entraîné des violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que contre des actes de violence perpétrés par des groupes ou individus qui entravent l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Nous souhaiterions attirer l'attention du Gouvernement de votre Excellence sur la résolution A/HRC/RES/22/6 adoptée par le Conseil des droits de l'homme qui engage les États à respecter, protéger et garantir la liberté d'association de tous les individus, à la fois en ligne et hors ligne, ainsi que les personnes qui professent des opinions ou des croyances minoritaires ou dissidentes, les défenseurs des droits de l'homme, les syndicalistes et tous ceux, notamment les migrants, qui cherchent à exercer ou à promouvoir ces droits, et de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire en sorte que les restrictions éventuellement imposées au libre exercice de la liberté d'association soient conformes aux obligations des États.

Dans son rapport de mission au Rwanda (A/HRC/26/29/Add.2), le Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et d'association a rappelé que « l'indépendance et la capacité des associations à gérer leurs affaires internes sans ingérence extérieure sont d'une importance primordiale dans l'exercice du droit à la liberté d'association » (para.64).